

«Nous sommes un lobbyiste officiel»

A l'occasion des dix ans de présence de Pierre Gramegna au poste de directeur général à la Chambre de Commerce du Luxembourg, poumon économique du pays, LG Magazine a souhaité revenir sur le rôle et les missions qui incombent à cet établissement public, souvent méconnus du grand public. Interview de Pierre Gramegna.

“ La Chambre de Commerce revêt incontestablement une fonction de ‘think tank’ ”

Monsieur Gramegna, le grand public connaît bien l'existence de la Chambre de Commerce, mais peu de gens semblent en revanche précisément savoir quelles missions sont les siennes...

Effectivement, le grand public n'est pas véritablement au fait du rôle et des missions qui nous incombent. Tout d'abord, il faut savoir que le rôle et les missions de la Chambre de Commerce ont été réorganisés par une loi de 2010, laquelle a précisé et modernisé ces missions.

Ce qui est souvent méconnu, c'est que la Chambre de Commerce intervient dans la procédure législative du pays. Pour chaque projet de loi ou de règlement grand-ducal susceptible d'avoir un impact tant sur nos entreprises membres que sur l'économie en général, le gouvernement doit demander notre avis, même si celui-ci n'est que consultatif. Ce sont ainsi pas moins de 150 avis que nous rendons tous les ans à travers lesquels nous voulons articuler et sauvegarder l'intérêt économique général. Dès lors, nous pouvons aisément affirmer que nous sommes un lobbyiste officiel.

En revanche, le rôle qui consiste à promouvoir les relations économiques et commerciales avec l'étranger et à attirer les investisseurs étrangers dans le pays est plus largement connu. Ce travail est réalisé à travers des actions concrètes (missions économiques, stands collectifs, activités de match-making, visites accompagnées, séminaires-pays, journées d'opportunités d'affaires, ...) en collaboration avec un vaste réseau de partenaires publics ou privés, aux niveaux national, régional et international, ou en régie propre. A noter que la

Chambre de Commerce est membre fondateur des agences de promotion «Luxembourg for Business» et «Luxembourg for Finance». Je profite de la tenue des 'Greater Region Business Days' à Luxexpo ce mois-ci, foire B2B de la Grande Région, pour souligner que nous sommes donc également organisateurs d'événements.

Outre les avis consultatifs que vous devez rendre, qu'en est-il du reste en matière de «réflexion économique»?

La Chambre de Commerce revêt incontestablement une fonction de 'think tank', dans la mesure où elle organise des conférences et promeut le débat public – à l'instar de l'initiative «2030.lu – Ambition pour le futur», un outil de participation citoyenne sur l'avenir du Luxembourg.

Elle possède également un «espace entreprises», une cellule destinée à tous ceux qui cherchent de l'aide au niveau des procédures administratives auxquelles ils sont confrontés. La promotion de l'esprit d'entreprise de la création et du développement des entreprises est une mission cardinale de la Chambre de Commerce.

Rappelons que la Chambre de Commerce, ce sont 50.000 membres issus de tous les secteurs, à l'exception de l'artisanat et du secteur primaire.

La 'Luxembourg School for Commerce' fait également partie de vos attributions...

En effet. La 'Luxembourg School for Commerce' est l'organisme de formation de

la Chambre de Commerce. Créée il y a maintenant quatre ans, elle propose à la fois de la formation initiale et de la formation professionnelle continue. Depuis peu, elle offre même des formations universitaires, grâce à notre partenariat avec l'Université de Luxembourg. La LSC est entre-temps devenue le plus grand pourvoyeur de formations au Grand-Duché. Agir pour un système d'enseignement et une offre de formation adaptée aux besoins des entreprises ; tel est notre leitmotiv en faveur duquel nous œuvrons.

Les missions ont donc sensiblement évolué...

Oui, elles ont ostensiblement évolué, à commercer, comme je l'évoquais, par la création de la 'Luxembourg School for Commerce'. Ensuite, nous avons beaucoup œuvré au développement du pilier 'think tank', entre autres en publiant les bulletins d'informations 'Actualité & Tendances', destinés tant aux professionnels qu'au grand public ou encore aux pouvoirs publics, et en organisant davantage de conférences et d'ateliers de travail. Nous avons estimé qu'il était important pour nous d'être plus présents dans le débat intellectuel sur l'avenir du pays, afin de le positionner au mieux sur l'échiquier international, au regard de ses spécificités, notamment la grande ouverture de son économie. L'information du public et l'animation du débat en tant que partenaire et porte-parole indépendant de l'économie du marché est donc une autre mission fondamentale de la Chambre de Commerce.



La Chambre de Commerce rend des avis, comme vous nous l'avez expliqué. Quels sont ceux qui ont fait l'objet d'une attention particulière?

Des 150 avis que nous rendons annuellement, celui qui retient le plus d'attention de notre part est incontestablement l'avis consacré au budget de l'Etat. Notre position sur le sujet est très circonstanciée. Cela fait effectivement près de huit ans déjà que nous attirons l'attention du gouvernement sur un double constat. D'une part, le Luxembourg affiche une baisse continue de ses recettes, d'autre part, il accuse une augmentation de sa dépense publique à un rythme plus important que celle

de l'ensemble des recettes qu'il engrange. Hélas, nos craintes se sont avérées être fondées, cet effet ciseau ayant même été accentué par la crise économique et financière.

Aussi, il manque à l'heure actuelle un milliard d'euros par an dans les caisses de l'Etat, montant qui devrait se creuser encore avec le manque à gagner à venir dans le domaine du commerce électronique (cf. interview de Carlo Thelen dans la présente édition, pp. 30-31). Dans ce contexte, j'aimerais signaler qu'il n'est pas dans nos habitudes de critiquer mais bien d'essayer de faire des propositions alternatives, en l'occurrence au niveau d'éventuelles réformes sur le budget, pour réduire les dépenses de fonctionnement de l'Etat.

Baisser les dépenses de fonctionnement

Au même titre que Pierre Gramegna, Carlo Thelen, économiste en chef de la Chambre de Commerce, pointe l'attentisme et l'immobilisme des autorités luxembourgeoises à l'heure où la conjoncture économique se dégrade durablement et que des mesures courageuses s'imposent, à commencer par le freinage de l'évolution des dépenses publiques. Un vœu pieu dans un pays où le sujet semble tabou. Interview.

La situation économique du Grand-Duché n'est guère flatteuse, comparée à il y a quelques années encore - chômage en hausse, multiplication des plans sociaux, creusement du déficit public-, et les dernières nouvelles sont inquiétantes - levée du secret bancaire, perte de recettes à venir dans le domaine du commerce électronique, possible disparition du tourisme à la pompe en raison d'une harmonisation fiscale prochaine au niveau européen, le Luxembourg a-t-il véritablement du souci à se faire?

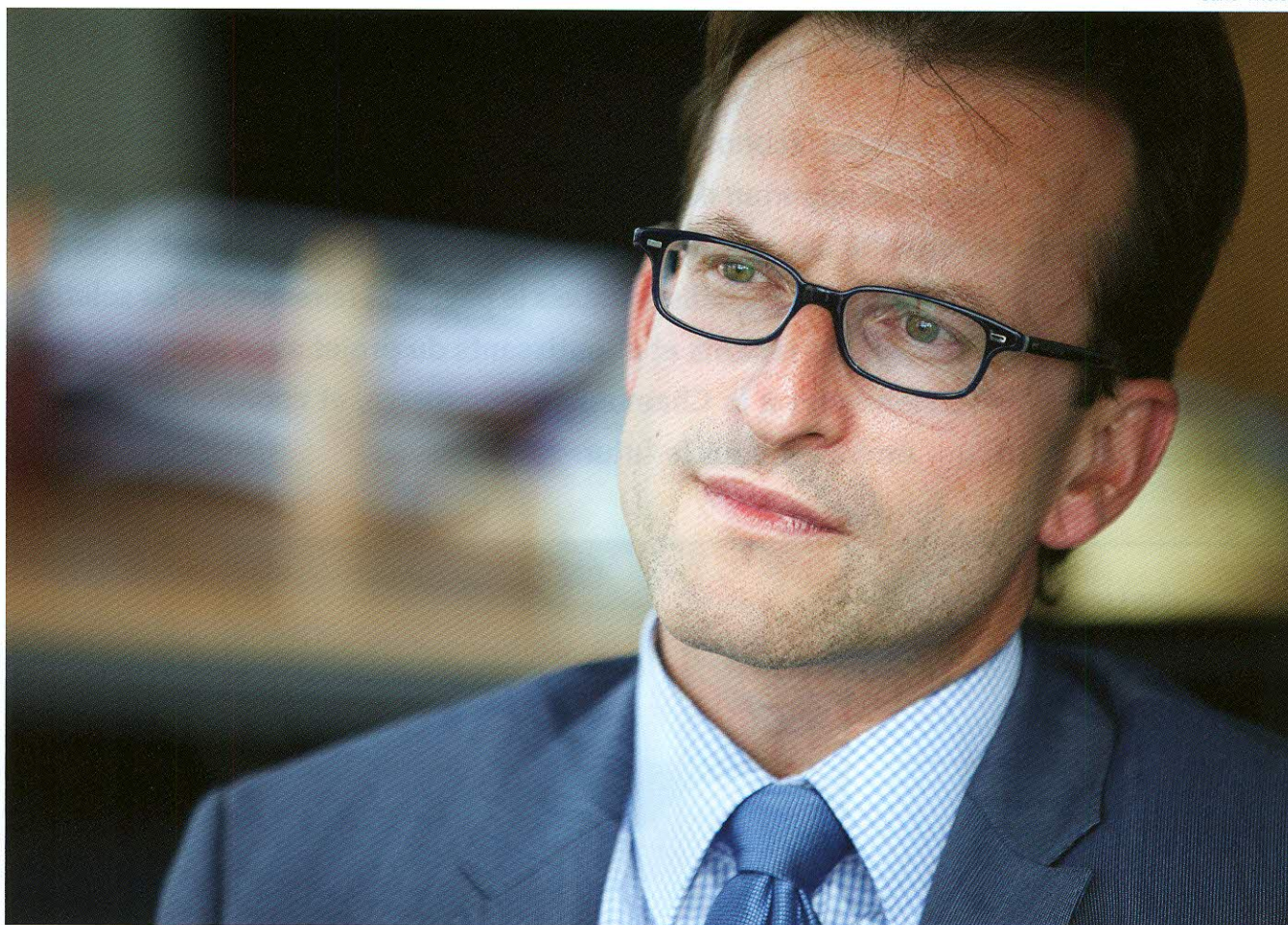
Oui, incontestablement. Lorsque l'on sait que le Luxembourg n'a, en moyenne, pas connu de croissance économique depuis plus de cinq ans, lui qui a toujours tablé sur la croissance pour assurer son modèle social généreux, il y a matière à s'inquiéter. De plus, comme vous le signalez, le pays devra composer avec moins de recettes à l'avenir, alors que le chômage a explosé, l'inflation est plus élevée que chez nos principaux partenaires commerciaux, le déficit se creuse et la dette publique a carrément quadruplé depuis l'avènement de la crise. Plus inquiétant encore sont l'attentisme et l'immobilisme qui règnent au niveau des pouvoirs publics. Bref, force est de constater que seul un changement de mentalité permettra au Luxembourg de relever ces gros défis.

En ce qui concerne la levée du secret bancaire, qui semble tourmenter beaucoup de monde, je suis moins pessimiste dans la mesure où je pense que les acteurs concernés y sont relativement bien préparés, et que le secteur repose encore sur d'autres activités et piliers importants, comme les fonds d'investissements, les assurances, les produits structurés ou encore les crédits internationaux. Les compétences et l'expérience dans le secteur généreront de nouvelles activités autour de la micro-finance, la finance islamique, les family offices, etc. En outre, nous nous sommes enfin débarrassés de l'étiquette de «paradis fiscal», ce qui nous permettra de décrocher de nouveaux marchés dans des régions jusqu'ici frileuses.

Comment le pays va-t-il pouvoir faire face aux difficultés qu'il rencontre et aux nouvelles auxquelles il se verra confronté?

Le manque à gagner, notamment sur la TVA au niveau du commerce électronique – qui pourrait à terme s'élever à 700 millions d'euros, ne pourra pas être compensé par une hausse des impôts, si l'on veut que le pays reste compétitif et attractif pour les investisseurs.

Cette donnée étant connue depuis longtemps, le gouvernement aurait dû réagir dès lors en jouant avant tout sur un freinage du côté des dépenses publiques, dont notamment les dépenses de fonctionnement et les transferts sociaux, à travers plus d'efficacité et un meilleur ciblage. Nous avons donc perdu beaucoup de temps, et nous risquons d'en perdre encore, puisque le gouvernement n'est probablement pas prêt à prendre des mesures impopulaires à moins d'un an des élections. En attendant, la dette se creuse, et la pilule sera plus difficile à avaler lorsqu'on n'aura plus d'autre choix que de prendre des mesures plus drastiques pour sortir du rouge. Sachez qu'au Grand-Duché, la dépense publique annuelle moyenne par habitant est plus de deux fois supérieure à celle de la moyenne européenne, ce qui signifie qu'il y a beaucoup de marge en termes de réduction des dépenses ou de gains d'efficacité. Il faut donc apprendre à dépenser mieux et à augmenter l'efficacité des services publics tout comme au niveau du fonctionnement des structures étatiques et administratives. Ici aussi, l'attentisme et l'immobilisme prévalent. L'alternative est bien sûr de développer de nouvelles activités suffisamment prometteuses pour générer une manne de recettes conséquente, mais c'est beaucoup moins évident.



Précisément, la diversification économique voulue par le gouvernement, qui se met petit à petit en place, sera-t-elle suffisante pour combler la baisse des recettes?

Nous ne pouvons pas exceller dans tous les domaines, et il faudra être attentif à ne pas se disperser, car nous n'en avons pas les moyens. Pour un pays dont la taille est exigüe, nous pouvons nous targuer d'avoir sur notre sol le plus grand producteur d'acier au monde, le plus grand opérateur de satellites, un des plus grands acteurs des médias, des opérateurs industriels de grande envergure et d'autres 'global players', notamment dans les domaines du fret aérien, du commerce électronique et des équipementiers automobile, ce qui est déjà considérable. La présence et le succès de ces opérateurs sont souvent liés à l'exploitation de niches de souveraineté qui ont tendance à disparaître. Pour cela, il faut désormais miser sur les niches de compétences. En cela, le Luxembourg Free Port,

par exemple, une zone franche que les autorités sont en train de réaliser à l'aéroport où les activités de stockage de biens de grande valeur seront exemptées de TVA, en est une parfaite illustration. Nous avons su associer nos compétences dans la logistique avec celles de l'activité financière et notre stabilité juridique reconnue.

Nous devons concentrer nos efforts là où nous possédons un grand savoir-faire et un avantage compétitif, et faire mieux, plus rapidement et être plus astucieux que les autres. Nous devons faire de sorte que nos 'global players' exportent un maximum de biens ou de services. Pour cela, il faut que les conditions dans lesquelles ils évoluent soient optimales et compétitives. Par ailleurs, l'attraction de nouvelles activités, de nouvelles idées, de nouveaux collaborateurs hautement qualifiés et de nouveaux investisseurs est l'essence même de notre business model. Aussi, l'environnement luxembourgeois doit être stable, attractif, innovant et accueillant.

“ Nous ne pouvons pas exceller dans tous les domaines ”

Chambre de Commerce de Luxembourg
 7, rue Alcide de Gasperi
 L-2981 Luxembourg
 Tél.: 42 39 39-1
 Fax: 43 83 26
 Contact: chamcom@cc.lu
www.cc.lu

2030.lu ou le débat public sur le net

A l'heure où les perspectives économiques luxembourgeoises s'assombrissent, la Chambre de Commerce a jugé opportun de lancer une grande initiative citoyenne, 2030.lu, qui a pour vocation de recueillir les opinions des Luxembourgeois, des résidents étrangers mais aussi des frontaliers sur les grands défis auxquels le pays doit faire face, et les solutions qui peuvent y être apportées. Les tenants et aboutissants du projet avec Marc Wagener, conseiller en affaires économiques à la Chambre de Commerce, et coordinateur général de l'initiative «2030.lu – Ambition pour le futur».

Marc Wagener

“ 77% des Luxembourgeois estiment que le pays est en crise ”



«2030.lu - Ambition pour le futur» est un grand débat public concernant l'avenir du Luxembourg. En quoi consiste précisément cette initiative?

Il s'agit d'une plateforme d'échange ouverte sur Internet mise au point par la Chambre de Commerce, destinée à contribuer à façonner l'avenir du pays face aux inquiétudes grandissantes émanant, à l'origine, des milieux patronaux, dans un contexte économique morose, contrastant avec la situation économique que nous connaissions auparavant. La Chambre de Commerce met à disposition cette plateforme mais n'intervient pas dans le façonnement des pistes de réflexion ; elle veut faciliter un débat non-partisan et n'a pas la vocation de choisir parmi les idées débattues. Partant, il était crucial de ne pas limiter le débat à la conjoncture économique, mais de l'élargir aux nombreux enjeux transversaux que sont l'accès au logement, le vivre ensemble entre Luxembourgeois et non-Luxembourgeois, résidents et frontaliers, le déve-

loppement durable, la mobilité, la culture, etc. L'objectif est de prendre le pouls de l'ensemble de la population et des frontaliers, et non uniquement des milieux patronaux. Tout le monde – citoyens, patronat, syndicats, ONG etc. – est ainsi invité à participer à ce grand débat public, en soumettant ses questions et idées sur le site.

L'inquiétude est-elle de mise au-delà du cercle patronal, selon les constatations que vous avez déjà pu faire?

Oui, absolument. Pratiquement tout le monde estime que le Luxembourg est confronté à des difficultés multiples. 77% des Luxembourgeois estiment, par exemple, que le pays est en crise, et que ce dernier doit impérativement se remettre en question voire même se réinventer. Certains s'inquiètent des difficultés d'accès au logement, d'autres de la progression du chômage, etc. Précisons que l'objectif de la plateforme ne

consiste pas uniquement à soulever des problèmes mais bien à proposer des solutions à ces derniers. L'objectif est de prouver que des solutions existent bel et bien et qu'il faudra dès lors courageusement s'atteler aux réformes.

Comment s'articule l'initiative?

Il y a deux volets. Le premier pilier est le site Internet, au cœur de l'initiative, tandis que le deuxième s'articule autour d'ateliers et de conférences thématiques ouverts à tout le monde, organisés par l'équipe 2030.lu.

Le cœur du site 2030.lu est la plateforme de discussion accessible à tous, laquelle propose une quinzaine de thématiques au total. Les idées soumises peuvent faire l'objet d'un vote et peuvent être commentées. En résumé, il s'agit d'une plateforme de "crowdsourcing" ou "externalisation ouverte" en français, qui fait appel à la créativité de tout un chacun pour contribuer à préparer l'avenir du pays.